

Voici sa réponse:

Je ne peux vous dire que ce que j'ai appris en parlant avec certains d'entre eux. Ils veulent vraiment lutter contre l'inflation. Ils se rendent compte que l'augmentation du coût de la vie est préjudiciable à leurs membres. S'ils essaient simplement d'obtenir quelque chose de plus lors de chaque nouveau contrat, ils cherchent uniquement à se tenir à flot, sans jamais vraiment progresser.

Qu'a-t-on fait aux États-Unis? Que dire des métaux? Il parle surtout d'eux relativement à l'arbitrage obligatoire auquel le secrétaire Brennan s'oppose radicalement. Il dit:

Lorsque des négociations se poursuivent et que les deux parties savent qu'une grève est possible, on discute alors ouvertement d'un plus grand nombre de questions et on obtient une meilleure négociation.

Je crois que tel était le point de vue exprimé aujourd'hui par le ministre des Transports.

Avec l'arbitrage obligatoire, lorsque le gouvernement brandit la menace d'un retour forcé au travail, il est très difficile d'obtenir des conditions avantageuses.

Certains syndicats, comme celui des travailleurs de l'acier, s'acheminent vers une méthode dite d'arbitrage librement accepté mais qui lie les deux parties qui acceptent librement respecter la décision rendue. Aux termes de ce système, si des négociations aboutissent à l'impasse, un tiers impartial choisi par les deux parties est prié d'entendre tous les arguments et rend une décision quant aux conditions du contrat.

Les syndicats ont démontré cette année qu'ils peuvent se montrer raisonnable et faire fonctionner ce régime de négociation. Nous avons élaboré ce genre de régime avec la Commission présidentielle de paix industrielle. Mieux vaut s'en remettre à ce système que d'adopter un grand nombre de mesures punitives.

Puis il a parlé des syndicats de chemins de fer aux États-Unis. On lui a demandé:

Voyez-vous la nécessité d'imposer une loi quelconque dans le domaine des transports?

Il a répondu:

A mon avis, non. Les syndicats ferroviaires ont des dirigeants qui ont acquis une certaine expérience et nous apprenons tous après quelque temps à nous orienter dans la voie où nous devrions nous engager. Ils ont conclu leur entente avec 3 mois et demi d'avance, ce qui était un précédent dans l'histoire du pays.

Qu'avons-nous fait? Le premier ministre perd son temps le ministre du Travail ne cesse de tergiverser tandis qu'aux États-Unis on est arrivé à un règlement environ trois mois et demi avant l'expiration du contrat.

Et pour la première fois un certain nombre des syndicats ont réussi à s'entendre.

Le présent gouvernement n'a pas vraiment fait d'efforts. Il a refusé d'admettre que l'inflation existe au pays. De fait, ce n'est qu'après qu'on lui eut posé des questions voilà quelques semaines que le premier ministre a donné une réponse au sujet du pain. Elle vaut la peine d'en parler. A cette occasion, j'ai dit que l'action du gouvernement visant à maintenir la stabilité des prix de détail en accordant des subventions aux fabricants de pain et d'aliments semblables, ou en réduisant le montant payé de 4c le boisseau aurait pour effet d'augmenter le prix du pain au Canada d'environ 2 ou 3c la miche. Le premier ministre a répondu: «Non, l'augmentation sera de un-dixième de 1 p. 100.» Il s'est trompé à 200 p. 100 car depuis le prix du pain a augmenté comme je l'avais prévu et même encore plus.

● (1550)

Le gouvernement qui a refusé de prendre des mesures pour remédier à cette situation a permis à l'inflation de faire boule de neige et n'est pas parvenu à réduire les dépenses gouvernementales. En fait, ce gouvernement s'engage aujourd'hui dans une orgie de dépenses comme

### *Exploitation des chemins de fer—Loi*

jamais encore avant. Le ministre des Transports rit. Lorsque j'administrerais le pays, les dépenses maximum étaient de 6 milliards par an. Maintenant elles sont de 20 milliards. Lorsque j'administrerais le pays, le coût de la vie au Canada augmentait plus lentement que dans tous les autres pays du monde. Le ministre de la Justice était à cette époque entre les quatre murs d'une université et il ne connaît rien à la question.

Une voix: Il y retourne.

**M. Diefenbaker:** Je n'en suis pas si sûr. Cette déclaration a été faite par le président des États-Unis de cette époque, feu John F. Kennedy. Toutefois, au cours des deux ou trois dernières années, le gouvernement n'a pas cherché vraiment sérieusement à combattre l'inflation. Le premier ministre rit.

**M. Trudeau:** Je ne ris pas. J'écoute.

**M. Diefenbaker:** Lorsque ces pauvres gens, les employés de la compagnie de taxi, sont venus de Montréal et ont demandé: «Pouvez-vous faire quelque chose pour nous», a-t-il oublié ce qu'il a dit alors? Ce qu'il leur a dit?

**M. Trudeau:** Vous en souvenez-vous, John?

**M. Diefenbaker:** Le premier ministre me demande si je m'en souviens. Il a dit: «Mangez de la merde». Il peut vous le traduire.

**M. Trudeau:** Ce n'est pas tout à fait juste John. Vous feriez mieux de faire des exercices.

**M. Diefenbaker:** C'est la première fois que nous parvenons à tirer quelque chose du premier ministre. Il a maintenant abordé la question. Je me réjouis de l'attitude qu'il a adoptée à cet égard. Monsieur le président, des mois se sont écoulés. Qu'en reste-t-il? La montagne a accouché d'une souris, ce que les travailleurs ne peuvent accepter. Ils seront contraints de retourner au travail et de recevoir moins qu'ils ne devraient, compte tenu de la hausse du coût de la vie depuis que l'honorable juge Munroe a déposé son rapport. Pourquoi? Pour quelles raisons agissent-ils ainsi?

Je n'approuve pas leur tentative d'intimidation à l'endroit du parlement, mais cela n'a été hier le fait que d'une infime minorité. Les syndicalistes qui réclament de l'action sont gens responsables. Les syndicats qui réclament de l'action sont dirigés par des hommes responsables, soucieux de respecter la loi. Ils réclament des conditions équitables, mais le bill que la Chambre examine ne leur apporte ni justice ni équité. Cela n'est pas douteux.

Pourquoi le ministre n'a-t-il pas indiqué le montant réel que le gouvernement entend fournir? Qu'a fait le gouvernement? Il a rédigé un bill pourvoyant à la nomination d'un arbitre ou médiateur qui devra formuler des recommandations une fois que ces hommes auront dû retourner au travail dans des conditions que je ne trouve ni justes ni équitables. Cette disposition figure là comme une carotte. Les hommes qui travaillent sont en droit de s'attendre à plus, après la nomination de l'arbitre ou du médiateur. Cette disposition figure là pour leur faire croire qu'on va agir. C'est là une carotte psychédélique, qui est là pour faire illusion.